



**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS
DE HAUTE SAONE**

Association loi 1901
Siège social : 33, rue de la Banque
70000 VESOUL

Exercice clos le 31 décembre 2022

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DE HAUTE SAONE

Association loi 1901
Siège social : 33, rue de la Banque
70000 VESOUL

Exercice clos le 31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association départementale des Francas de Haute Saône relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 17 mai 2023

audit france

Commissaire aux comptes

Représenté par Hervé Willi

Commissaire aux comptes

BILAN

ACTIF				Net	PASSIF		
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
<i>ACTIF IMMOBILISE</i>					<i>FONDS PROPRES</i>		
Immobilisations incorporelles	137 374	120 011	17 363	21 854	Fonds propres (avant affectation)	1 086 421	1 069 067
Terrains					Résultat de l'exercice	-356 118	17 354
Constructions	284 122	79 611	204 511	211 778			
Matériels d'activités	9 234	8 761	473	813	Subventions d'investissement		
Autres immobilisations corporelles	247 979	187 438	60 541	28 823	Total	730 303	1 086 421
Immobilisations en cours					<i>FONDS DEDIES & PROVISIONS</i>		
Prêts Francas					Fonds dédiés	32 900	34 500
Autres prêts et titres immobilisés	239 672	146 030	93 641	82 459	Provisions pour risques	40 000	43 425
Dépôts et cautionnements	405		405	405	Provisions pour charges	1 850 639	1 538 790
Total	918 786	541 851	376 935	346 133	Total	1 923 539	1 616 715
<i>ACTIF CIRCULANT</i>					<i>DETTES</i>		
Stocks					Emprunts Francas		
					Autres emprunts et dettes assimilées		
Usagers - clients	1 974 528	72 921	1 901 608	1 040 320	Fournisseurs	328 755	366 240
Comptes courants Francas	10 271		10 271	4 131	Dettes fiscales et sociales	463 576	347 109
Autres créances	332 168	72 500	259 668	300 286	Comptes courants Francas		
Trésorerie	891 416		891 416	1 731 565	Autres dettes		1 200
Charges constatées d'avance	6 275		6 275		Produits constatés d'avance		4 750
Total	3 214 658	145 421	3 069 238	3 076 302	Total	792 330	719 299
Total	4 133 444	687 272	3 446 173	3 422 435	Total	3 446 173	3 422 435

COMPTE DE RESULTAT	1/	/-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	407	365
Ventes de marchandises		
Prestations de service	2 541 494	1 943 643
Subventions d'exploitation	4 418 034	4 036 838
Dons et Mécénat		
Contributions financières		22 654
Autres produits	33 483	31 647
Reprises sur dépréciations et provisions	127 698	339 168
Utilisations des fonds dédiés	1 600	7 100
Quote-part subvention invest. virée au résultat		
Total	7 122 716	6 381 415
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 277 709	1 008 297
Aides financières		
Impôts et taxes	311 116	313 948
Salaires	4 125 735	3 562 128
Charges sociales	1 266 639	1 033 519
Autres charges	98 733	149 399
Dotations aux amortissements	34 176	31 711
Dotations aux dépréciations et provisions	416 352	279 225
Reports en fonds dédiés		
Total	7 530 459	6 378 226
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-407 743	3 190
PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts	1 382	515
Autres produits financiers		
Reprises sur dépréciations et provisions	11 182	10 505
Total	12 564	11 020
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts		46
Autres charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions	16 029	13 536
Total	16 029	13 581
RESULTAT FINANCIER (II)	-3 465	-2 561
RESULTAT COURANT (I + II)	-411 208	629
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
sur opérations de gestion	178 422	1 729
sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions	3 425	70 000
Total	181 847	71 729
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
sur opérations de gestion	54 256	11 579
sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions	72 500	43 425
Total	126 756	55 004
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	55 090	16 725
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-356 118	17 354
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	N/D	N/D
Bénévolat	5 000	4 900
Total	5 000	4 900
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite et prestations en nature	N/D	N/D
Personnel bénévole	5 000	4 900
Total	5 000	4 900

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui dégage un déficit de 356 117, 58 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association : *Animation et gestion d'accueils de loisirs.*

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La reprise de la gestion des centres de loisirs de la communauté de communes de la Haute-Comté en septembre 2022, après un arrêt de la gestion de cette activité en 2020 a eu pour conséquence la reprise du personnel rattaché aux centres de loisirs et leurs droits sociaux (provision pour indemnités de départ à la retraite et des congés payés). Cette reprise de personnels a fortement impacté le résultat de l'exercice à hauteur d'environ - 220 K€.

Par ailleurs, l'association a été victime d'une escroquerie (fraude bancaire) au cours de l'exercice ayant entraîné une perte de près de 30 K€.

L'exercice est également marqué par :

- l'ouverture d'un nouveau centre de loisirs sur la communauté de communes des Milles Etangs (Fresse).
- le changement d'opérateur téléphonie et internet pour l'ensemble des établissements, l'engagement de location du matériel informatique, téléphonie et internet pour la durée de 5 ans à compter de fin 2022, pour un coût estimé à environ 200 K€/an.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Immobilisations	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	137 373,97			137 373,97
Constructions et agencements	274 804,00			274 804,00
Matériel d'activités	9 234,01			9 234,01
Aménagements	9 318,46			9 318,46
Matériel de transport	5 638,77			5 638,77
Matériel informatique	161 048,99	53 796,53		214 845,52
Mobilier de bureau	27 494,83			27 494,83
Total	624 913,03	53 796,53	-	678 709,56

b) Acquisitions et désinvestissements

Acquisitions : Des ordinateurs et des écrans pour les accueils de loisirs et les bureaux, des imprimantes pour les accueils de loisirs.

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Fin
Logiciels informatiques	33%	115 519,65	4 491,44	120 011,09
Constructions et agencements	5%	72 344,75	7 266,42	79 611,17
Matériel d'activités	20 à 33%	8 420,80	340,00	8 760,80
Aménagements	10%			-
Matériel de transport	25%	3 816,42	427,75	4 244,17
Matériel informatique	33%	134 048,12	21 650,70	155 698,82
Mobilier de bureau	20%	27 494,83		27 494,83
Total		361 644,57	34 176,31	395 820,88

2. Immobilisations financières

Immob. Financières	Montant	- d'un an	+ d'un an
Prêts Effort construction (a)	239 671,51		239 671,51
Dépôts et cautionnements (b)	405,00		405,00
Total	240 076,51		240 076,51

(a) : Dépréciés à hauteur de 146 030,03€ pour prendre en compte l'érosion monétaire (prêts N remboursables en N+20 ans).

(b) : Caution versée lors de la signature du bail de location d'un bureau sur la Ville de Belfort.

3. Stocks

NEANT

4. Usagers – clients

Usagers - Clients	Brut	Dépréciation	Net
Usagers	162 910,88		162 910,88
Usagers douteux	146 199,47	72 920,83	73 278,64
Collectivités - Subventions à recevoir (a)	1 665 418,10		1 665 418,10
Total	1 974 528,45	72 920,83	1 901 607,62

(a) Subventions à recevoir

Subvention Andelnans	4 800,00
Subvention Arc les Gray	19 507,77
Subvention CCAS Lure	22 178,00
Subvention Colombier	33 306,80
Subvention CC Haute Comté	64 639,20
Subvention CC Haut Val de Saône	(13 480,69)
Subvention Ste Marie	52 000,00
Subvention CC 1 000 Etangs	71 770,93
Subvention CC Pays d'Héricourt	150 072,04
Subvention CC Pays de Lure	223 806,00
Subvention CC Pays de Luxeuil	309 696,69
Subvention CC Pays de Villersexel	364 391,97
Subvention CC Rahin et Chérimont	250 976,30
Subvention Danjoutin	107 154,00
Subvention Méziré	4 599,09
Total (a)	1 665 418,10

(a) Dépréciés à hauteur de 72 500,00€

5. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
451 000	Fédération nationale des Francas	1 400,00
451 100	UR Bourgogne Franche Comté	1 990,80
451 200	Francas du Jura	6 880,00
Total		10 270,80

6. Autres créances

IJSS à recevoir	14 216,89
Produits à recevoir (trop versé MALAKOFF 2019+Emploi franc)	14 097,12
Divers autres produits à recevoir	19 345,03
Avances et acomptes	643,91
Conseil Départemental (subventions)	2722
ATL CAF	328,5
FONJEP	28 426,5
CAF prestations PSO	<u>252 387,85</u>
	332 167,80

7. Trésorerie

Banque Siège	425 843,71
Banques Autres comptes	146 189,91
Caisses	16 254,85
Valeurs mobilières de placement	303 127,85
<i>Dont Livret A</i>	<i>83 606,74</i>
<i>Dont Compte sur livret</i>	<i><u>219 521,11</u></i>
	891 416,32

8. Charges constatées d'avance

Charges locatives (bureaux de Vesoul)	1 765,37
Contrats OCI (logiciel de paie)	<u>4 509,60</u>
	6 274,97

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

2. Subventions d'investissement

NEANT

3. Fonds dédiés

Fonds dédiés	Début	Dotations	Reprises	Fin
Handicap	1 600,00		1 600,00	-
Formation	32 900,00		-	32 900,00
Total	34 500,00	-	1 600,00	32 900,00

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques	43 425,00		3 425,00	40 000,00
Engagement de retraite du personnel (1)	1 424 638,06	356 000,97		1 780 639,03
Provision pour mises aux normes/rééquipement	40 000,00		20 000,00	20 000,00
Provision pour charges diverses	74 152,00	60 351,00	84 503,00	50 000,00
Provisions pour charges	1 538 790,06	416 351,97	104 503,00	1 850 639,03
Immobilisations financières	141 183,16	16 029,00	11 182,13	146 030,03
Usagers	92 371,98		19 451,15	72 920,83
Créances diverses	3 744,00	72 500,00	3 744,00	72 500,00
Dépréciations	237 299,14	88 529,00	34 377,28	291 450,86
Total	1 819 514,20	504 880,97	142 305,28	2 182 089,89

Dotations / reprises d'exploitation 416 351,97 127 698,15

Dotations / reprises financières 16 029,00 11 182,13

Dotations / reprises exceptionnelles 72 500,00 3 425,00

Total 504 880,97 142 305,28

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 138 561,28

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 3 425,00

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 40%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

NEANT

6. Fournisseurs

Fournisseurs	212 484,85
Fournisseurs, factures non parvenues	116 269,91
	328 754,76

7. Dettes fiscales et sociales

Rémunération dues	3 509,95
Saisies sur salaires	816,86
Comité Social et Economique	14 980,90
Provision congés payés	119 889,71
Provision heures supplémentaires	5 650,00
Provision prime intermittence	5 075,91
URSSAF	149 067,00
MEDERIC	38 745,61
AG2R Prévoyance	22 990,24
Mutuelle	0,00
Charges sociales sur congés payés	51 082,74
Charges sociales sur heures supplémentaires	2 260,00
Charges sociales sur prime intermittence	2 588,71
Prélèvement à la source	2 977,00
ASP	2 258,67
Taxe sur les salaires	7 410,40
Taxe Uniformation	34 272,00
	463 575,70

8. Comptes courants Francas créditeurs

NEANT

9. Autres dettes

NEANT

10. Produits constatés d'avance

NEANT

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Prestations de service

Nombre d'heures/jours Enfant	2022	2021
Centres de loisirs gérés par l'AD (en heures)	1 170 944	967 392
Centres de loisirs gérés par l'AD (en jours)	146 368	120 924

Prestations	2022	2021
Recettes Familles	1 607 584,97	1 267 634,60
Recettes CAF / MSA	840 853,83	598 787,33
MAD de personnels	67 654,32	67 396,55
Divers	25 400,50	9 805,00
Total	2 541 493,62	1 943 623,48

2. Subventions d'exploitation

Subvention d'exploitations	2022	2021
Ministères	39 997,50	41 985,23
Conseil Départemental	84 313,35	84 152,42
Communautés de Communes	4 199 989,91	3 840 565,04
Aide à l'emploi	62 827,64	45 642,77
Autres subventions	30 905,86	24 492,23
Total	4 418 034,26	4 036 837,69

3. Contributions financières et autres produits

	2022	2021
Produits divers	476,73	2 716,56
Remboursement Uniformation	12 717,23	24 636,27
Remboursement CSE	4 197,85	4 294
Dotation fédérale	16 091,6	22 654,2
Total	33 483,41	54 301,03

4. Produits exceptionnels

Produits sur exercices antérieurs (dont 102 K€ liés à des régularisations CAF/PSO/ATL)	177 653.75
Produits sur opérations de gestion	767.84
Reprise sur provisions exceptionnelles	<u>3 425.00</u>
	181 846.59

6. Charges exceptionnelles

Charges sur exercices antérieurs	13 229.70
Charges sur opération de gestion	41 026.51
Dotation Provision charges exceptionnelles (dépréciation créance)	<u>72 500.00</u>
	126 756.21

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	2022		2021	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	6	6	4	4
Employés	242	158	204	135
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	9	6	15	9
Total	257	170	223	148

(1) Effectif à la clôture quel que soit la durée de travail (2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	2022	2021
	Nb de personnes	Nb de personnes
Contrat CEE	86	84

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

L'engagement de location du matériel informatique, téléphonie et internet pour la durée de 5 ans estimé à environ 200 K€/an.

4. Engagements hors bilan

Cautions et hypothèques accordées par l'association : Néant

5. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite (locaux, services) et prestations en nature internes et externes

L'association bénéficie des locaux, de mobilier et d'installations (souvent dans des écoles et des salles polyvalentes) mis à disposition dont notamment dans les communes de Lure, Saint Sauveur, Froideconche, CCP Héricourt, Luxeuil, Jussey, Arc les Gray, pour exercer son activité.

b) Bénévolat / Personnel bénévole

Bénévolat des cadres militants

Total estimé : 5000.00